

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Conseil National Socialiste (*Varine*). — La Politique extérieure des deux Internationales (*Tchitchérine*). — Loyauté des Reconstructeurs. — La Question des Epurations (*Raymond Lefebvre*). — Lettre ouverte aux ouvriers suisses (*F. Platten*).

Correspondance Internationale (Tchéco-Slovaquie) (*Otto Maschl*). — Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. — Manifeste du Parti Révolutionnaire des Indes. — Solidarité Internationale.

Le Conseil National Socialiste

Dans quelques jours se réunira le Conseil National du Parti Socialiste. A l'ordre du jour de cette assemblée, la C. A. P. a inscrit la question de la solidarité du Parti envers les victimes de la répression capitaliste et les prisonniers politiques. Il semblait que c'était donner là au Parti l'occasion d'une confrontation loyale des deux thèses qui ne pouvaient manquer d'être exprimées : l'une, exprimant la solidarité conventionnelle, de pure forme, de la droite majoritaire, dont l'exécration des « extrémistes » est bien connue et qui voit dans la brutalité gouvernementale la justification de sa politique ; l'autre, traduisant l'adhésion franche et entière de la gauche à la doctrine de lutte de classes et de révolution au service de laquelle de nombreux militants sont tombés. Une fois de plus, les « Reconstructeurs » ont voulu que la masse des militants soit mise dans l'impossibilité d'exprimer clairement son opinion, et se sont livrés à ces « savantes » et répugnantes manœuvres où ils tiennent à s'illustrer, faute de mieux. Nous ne sommes pas jaloux des lauriers que leur immoralité politique leur permettra peut-être pour la dernière fois de récolter.

Placé devant le devoir de prendre position quant à la « solidarité » du Parti à l'égard des emprisonnés et des révoqués, le Comité de la 3^e Internationale, avec la droiture qui a toujours inspiré ses actes et qui a le don de susciter les fureurs des politiciens reconstructeurs, a soumis immédiatement aux fédérations une résolution formulant le point de vue communiste (publiée dans le dernier *Bulletin Communiste*). Considérant que les hommes ne valent que par les idées qu'ils représentent, et que précisément les militants arrêtés et inculpés de

« complot » sont poursuivis en tant que propagateurs des doctrines de la 3^e Internationale, le Comité invite les membres du Parti qui partagent ces doctrines à affirmer la solidarité de leurs convictions avec celles de leurs camarades choisis en victimes expiatoires par le gouvernement parce qu'ils se trouvaient au premier rang. Quant à ceux qui réprouvent le point de vue communiste, il leur est loisible de défendre une motion exprimant leur sentiment.

Les « Reconstructeurs » ne l'entendent pas ainsi. « Il ne s'agit pas de politique, mais de solidarité », disent-ils, comme s'il pouvait être question d'autre chose que de *solidarité politique*. « Et puis, vous vous adressez au Parti, au lieu de vous adresser à nous ; c'est avec nous qu'il fallait discuter d'abord ». Ces messieurs veulent que des parlementaires communistes se présentent, munis du drapeau blanc aux lisières du camp opportuniste, et demandent à traiter avec leurs pires ennemis. Pour eux, « il y a toujours moyen de s'arranger ». Les principes, la doctrine, l'éducation des masses, tout cela est bon en théorie. En pratique, une poignée de meneurs doit s'arroger le pouvoir de placer le Parti devant le fait accompli. Après force combinaisons et maintes tractations, on parvient toujours à faire un « texte d'unanimité », paré des lambeaux de la rhétorique de Paul Faure, et absolument vide de signification. A quoi bon soumettre les résolutions au commun des mortels socialistes ? Les sections, les fédérations, ne sont bonnes qu'à entériner les décisions « d'en haut » (c'est *en haut* que sont Paul Faure et Renaudel, et nous, paysans du Danube, nous sommes *en bas*). Mais le Comité de la 3^e Internationale se refuse aux compromissions et s'interdit les

« arrangements » de cette sorte, qui éloignent le prolétariat militant, du Parti socialiste. Il porte sa résolution à la connaissance de tous, et il dit : *Discutez et jugez*, sachant que le seul moyen d'éduquer réellement les masses est de les faire participer aux débats où la politique prolétarienne est en jeu. Quant à ceux qui ne peuvent se solidariser politiquement avec les principes de l'Internationale Communiste, condensés dans notre motion, il va de soi que leur devoir est de repousser notre texte et de préconiser le leur.

Les « Reconstructeurs » ont multiplié les manœuvres, pour que l'ensemble du Parti soit acculé à se prononcer sans connaissance de cause, et pour sauvegarder leur majorité à laquelle ils tiennent comme Harpagon à sa cassette. Au lieu de publier les motions en présence et permettre au Parti de décider quelle « solidarité » serait la sienne, l'*Humanité* a trompé ses lecteurs, abusé du nom de Loriot, présenté les faits de façon si tendancieuse que celui des militants qui ne gravite pas autour des astres de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie est dans l'incapacité de déblayer l'écheveau des combinaisons reconstructrices.

Plaignons les malheureux qui sont ainsi réduits à manœuvrer pour franchir le cap du Conseil National : ils n'éviteront pas les récifs. Et, sans doute, seront-ils bienheureux s'ils peuvent trouver asile, après leur naufrage, sous le toit du « Parti Socialiste Français ». En vérité, ils ont trop conscience du « danger extrémiste » pour hésiter, l'heure venue, à faire un pas vers les social-patriotes qui en feront deux vers eux.

Toute leur activité, depuis six mois, n'a-t-elle pas été dirigée contre les communistes ? Nous étions, à leurs yeux, d'irascibles Allobroges, incapables de saisir les subtilités de leur haute politique. Eux, qui sanctifient la défense nationale capitaliste et impérialiste, eux qui savent les avantages de la collaboration des classes plus ou moins adroitement déguisée, eux qui apprécient la valeur des réformes en régime bourgeois, sont les seuls, les vrais socialistes. Et ils allaient mettre bon ordre à toutes ces « chicanes » qui « divisaient » l'Internationale ! Nous les avons vus à l'œuvre. Sous la poussée des communistes, ils ont abandonné successivement, une à une, leurs prétentions. Relisez leurs articles de décembre, puis de janvier et de février. Renoult se faisait fort de « réconcilier les deux Internationales ». Mistral se chargeait de réunir purement et simplement tous les partis « socialistes » du monde. Il fallut déchanter. Longuet et Paul Faure parlèrent alors de convoquer les « élé-

ments sains » (?). Mais les humbles militants ne l'entendaient pas de cette oreille et, de toute évidence, une majorité s'affirmait dans le Parti pour l'adhésion à la 3^e Internationale. Il fallut encore en rabattre. Les « Reconstructeurs » jurèrent éloquentement alors qu'un simple malentendu subsistait et qu'il leur tardait d'entrer dans l'Internationale Communiste. Ils demandaient un *crédit de trois mois*, soucieux seulement — disaient-ils — d'amener à la 3^e Internationale des contingents imposants. En même temps, ils attaquaient furieusement diverses sections de l'Internationale Communiste, tout en ménageant la russe et l'italienne, pour les besoins de leur comédie. Longuet publiait dans le *Populaire* des interviews éhontées, pour discréditer les communistes américains, au moment où cinq mille d'entre eux étaient jetés en prison. Paul Faure proclamait avec cette certitude propre aux ignorants que « Sylvia Panhurst égale zéro », (ce n'est pas précisément l'opinion de Lénine ; voir sa lettre aux ouvriers anglais, dans la *Vie Ouvrière*). L'*Humanité* louait sans retenue le Parti socialiste polonais, mille fois traître au prolétariat, et calomniait le Parti ouvrier communiste de Pologne, dont les principaux militants sont enterrés vivants dans les cachots de Varsovie. Au Congrès de Strasbourg, une meute de reconstructeurs aux yeux furibonds et à la voix féroce aboya avec zèle pendant le discours d'Henriette Roland Holst, un des plus grands cerveaux de l'Internationale. Et Longuet se couvrit de gloire en médissant du Parti Communiste allemand, un mois après avoir écrit un article hypocrite pour commémorer l'anniversaire de la mort de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Ajoutez à cela un sérieux effort, couronné de succès, pour escamoter plus de 300 mandats à la faveur d'une stratégie de couloirs, et les « Reconstructeurs » obtinrent la majorité. C'était tout ce qu'ils voulaient.

Six mois se seront écoulés, entre leurs promesses de janvier et le Conseil National de juillet. Le crédit de trois mois qu'ils demandaient est épuisé. Il n'a pas suffi pour permettre à leur diplomatie déployée à travers l'Europe d'entamer le bloc communiste. *Aucun parti adhérent à l'Internationale Communiste n'a répondu à leurs appels*. Aujourd'hui, deux de leurs représentants marchandent à Moscou les « conditions de leur adhésion ». Et pendant ce temps, leurs mandats refusent, en France, de voter une résolution parce qu'elle incorpore les principes de cette Internationale Communiste à laquelle ils affirment vouloir se rallier. Est-il besoin d'une plus claire démonstration de leur insouciance des principes communistes et révolutionnaires ? Ce sont les *con-*

ditions qui les préoccupent, car ils redoutent les mesures de salubrité. Et ils subordonnent leur attitude, non à leurs conceptions, mais au retour des délégués, sur l'*habileté* desquels ils spéculent pour « arranger les choses ». Car pour ces Metternich de dixième ordre, il y a toujours « moyen de s'arranger ».

Ils s'apercevront bientôt que leur habileté se brisera comme verre au contact de la loyauté communiste. C'en est assez du révolutionnarisme en paroles et du réformisme en actes. Si les « Reconstructeurs » veulent entrer dans l'Internationale Communiste, ils devront se dresser en opposants irréductibles au régime bourgeois. Ils devront condamner toute *collaboration* du groupe socialiste parlementaire avec les partis bourgeois, et lui dicter son rôle d'agent de propagande révolutionnaire, car le groupe parlementaire doit être l'opposition à la bourgeoisie, et non l'opposition de la bourgeoisie, comme Milioukov disait que les cadets formaient l'opposition de Sa Majesté et non l'opposition à Sa Majesté. Ils ne permettront pas aux élus socialistes de *replâtrer* le régime bourgeois, *d'améliorer* les finances capitalistes, et ils ne s'écrieront pas « *bon travail* » quand des députés socialistes suggèrent au Parlement capitaliste des moyens de se tirer d'affaire. Ils ne brandiront pas des manchettes de six colonnes de largeur pour annoncer triomphalement « *Intervention socialiste à la Chambre* », quand Léon Blum pose au gouvernement de timides questions sur la guerre en Asie-Mineure, ils diront au contraire à Léon Blum que son devoir était de jeter du haut de la tribune un cri de protestation contre les entreprises impérialistes des Alliés, cri qui se fût répercuté dans tout le pays ; que si dans cette Chambre de réaction immonde un député ne pouvait se faire entendre dans l'exercice de sa mission d'interprète du Parti socialiste, c'est le devoir du groupe parlementaire tout entier de *s'imposer* à force d'énergie, de combativité, et, s'il le faut, d'obstruction. Ils ne jetteront pas la confusion dans les esprits ouvriers en écrivant : « *Faisons l'union des deux démocraties* » (*Humanité* du 28 juin), et en préconisant une politique de prétendue union des « démocraties » française et anglaise, inspirée d'esprit bourgeois, faisant abstraction de la lutte de classes, et soi-disant propre à « arranger les choses » (encore !) Au contraire, ils dénonceront le *mensonge* démocratique, l'impossibilité de réaliser la démocratie en régime bourgeois ; ils ne diront pas : « les Anglais », « les Français », dans les discussions politiques, expressions sans signification aucune, mais « le prolétariat anglais », « le capitalisme anglais », « le prolétariat français », « le capitalisme français ». Enfin,

en toutes circonstances, à tout propos, sur toutes les questions, ils s'attacheront à différencier nettement la conception socialiste révolutionnaire du point de vue bourgeois. Ils opposeront à tous les palliatifs, à tous les remèdes, à toutes les réformes, la solution intégrale de la révolution sociale.

Ils feront appel aux masses, ils éveilleront leur conscience de classe, au lieu de supplier, d'adjurer les dirigeants, comme ils ont fait jusqu'à présent. Ils montreront par les exemples que la vie fournit chaque jour, que seule la dictature du prolétariat peut abattre la dictature capitaliste, anéantir les privilèges bourgeois, supprimer les crimes de l'impérialisme, libérer les peuples opprimés, émanciper le Travail subjugué.

S'ils prétendent entrer dans l'Internationale Communiste et pratiquer la politique de l'Internationale jaune, un *non possumus* leur sera nettement signifié.

VARINE.

Solidarité Internationale

La Rédaction du *Swit*, organe du Parti Ouvrier-Communiste de Pologne, nous adresse le message que nous publions ci-dessous, à l'occasion de la répression qui frappe nos militants :

À la Rédaction du « Bulletin Communiste », Paris.

Chers Camarades,

Par l'intermédiaire de votre journal nous exprimons aux ouvriers révolutionnaires de France ainsi qu'aux camarades Monatte, Loriot, Souvarine, notre plus chaleureuse sympathie au sujet de l'oppression dont est victime le mouvement révolutionnaire de France. La bourgeoisie noire de France, d'accord avec le gouvernement de voleurs de la Pologne, d'accord avec le Parti Polonais Socialiste mène la guerre criminelle contre la Russie Communiste. Nous, représentants de la Pologne-ouvrière étranglée, nous vous adressons confirmation de notre pleine et fraternelle solidarité.

La Rédaction du *Swit*.

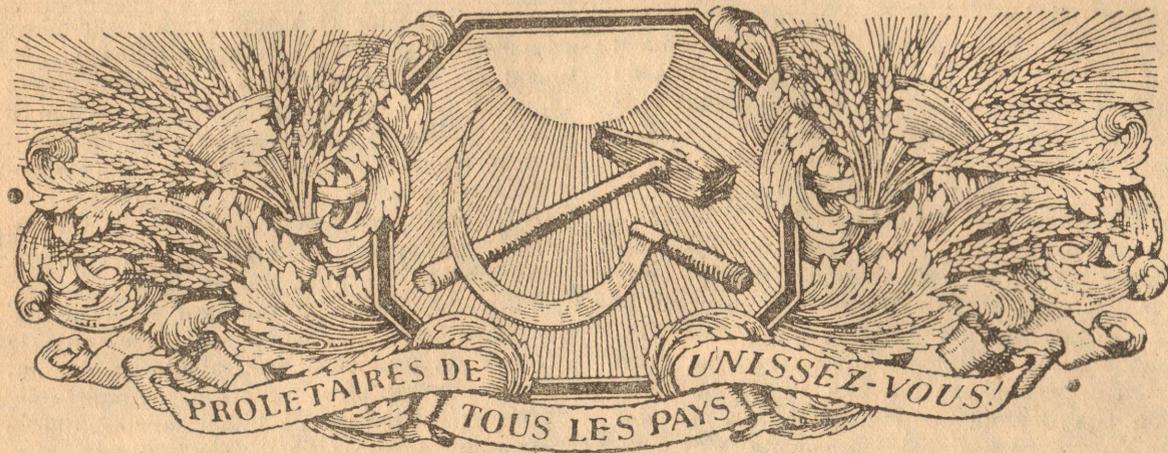
Comité de la 3^e Internationale

Pour le Conseil National

Les fédérations de province qui ont voté pour la motion du Comité de la 3^e Internationale au Congrès de Strasbourg et qui n'ont pas la facilité de se faire représenter au prochain Conseil national, sont priées de faire parvenir leurs mandats au camarade Jean Ribaut, secrétaire provisoire, 81, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris (10^e).

Commission d'Études

Les réunions de la Commission d'Études auront lieu tous les jeudis, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.



La Politique extérieure des deux Internationales

La politique extérieure de l'Internationale Jaune et celle de l'Internationale communiste se distinguent du tout au tout. Autant cette dernière est claire et précise, autant celle de l'Internationale de Berne-Lucerne est confuse et, au fond, dépourvue de principes. Elle n'a pour but, en somme, que d'apporter des correctifs partiels à la politique extérieure des grandes puissances victorieuses. C'est une politique de petits rapiécages des confections impérialistes de l'Entente. A Berne, à Lucerne, dans les démarches des commissions élues à ces congrès, dans les déclarations parlementaires des fractions participantes, nous avons devant nous tout un programme de petits rapiécages. On fait passer sous la loupe toutes les diverses questions, grandes et petites, agitées par la diplomatie officielle, celles du Sleswig, de Memel, du Tyrol, de la Syrie, de la Géorgie, celles qui concernent cette kyrielle de grandes et petites républiques nouvellement nées; mais dans toutes ces questions le rôle de l'Internationale Jaune se borne à appuyer les décisions des grandes puissances ou à y proposer certains correctifs de détail, capables de rendre un peu moins odieux leur système politique et d'en estomper dans une certaine mesure le caractère trop évident de rapine. Pour la Ligue des Nations que l'Internationale Jaune glorifie, cette dernière ne réclame que des amendements partiels. Pour le Traité de Versailles elle ne demande que certaines corrections, en laissant subsister la cession des mines de la Sarre à la France et la contribution imposée à l'Allemagne. Elle exprime en même temps le vœu que l'Allemagne soit autorisée à garder ses colonies. Sa prémisses perpétuelle est l'idée de la possibilité d'aboutir à toutes les améliorations désirables par voie d'accords avec les gouvernements. Les politiciens de l'Internationale

Jaune, comme des laquais obséquieux, courent après la diplomatie officielle pour lui brosser ses habits et lui donner un air plus présentable. Dans son essence la politique extérieure de l'Internationale Jaune consiste à se mettre au service du système diplomatique des grandes puissances dont elle ne critique que des détails, en créant l'illusion que les gouvernements actuels seraient capables de mener une politique extérieure répondant aux intérêts des masses. En fait cette politique de l'Internationale Jaune ne peut que favoriser la consolidation du système politique actuel, augmenter son autorité aux yeux des masses et retarder le moment de sa défaite historique.

Or, la politique extérieure de l'Internationale Jaune est dans son essence la continuation directe et immédiate de celle de la seconde Internationale telle qu'elle a commencé à se cristalliser avant la guerre. Lorsqu'en 1912, à Bâle, au moment où l'Europe était menacée du danger de guerre, la seconde Internationale rédigea son programme de la solution de la question d'Orient, ce dernier fut considéré comme une tentative de réalisation par l'Internationale d'un programme positif en matière de politique extérieure. La presse socialiste de divers pays indiquait triomphalement que les résolutions de Bâle étaient un nouveau début dans le domaine de l'action socialiste, le début de l'action positive de l'Internationale sur le terrain diplomatique. Il est à regretter que la question de l'activité positive socialiste sur le terrain diplomatique ait été presque entièrement négligée. Quant à moi je ne me souviens que d'un article de Rosa Luxembourg consacré spécialement à la politique extérieure de Jaurès, qui ait traité de cette question de principe. On considérait généralement la politique extérieure comme

le prolongement de la politique intérieure dont elle était inséparable et l'on ne se demandait généralement pas s'il fallait les aborder différemment. Dès lors il était généralement considéré comme très désirable d'établir les buts positifs des partis socialistes dans la politique extérieure. Dans différents pays, des parlementaires du type de Jaurès se consacraient avec ardeur à l'étude de cette question. L'Internationale Jaune à Berne et à Lucerne ne fait que continuer cette tradition et ne se trouve nullement en contradiction avec ce qui était l'opinion courante avant la guerre, lorsqu'elle se donne beaucoup de peine pour la solution positive des questions de la Géorgie, de l'Arménie, de Fiume, etc... rendant ainsi un service inappréciable à la réaction mondiale.

La question se pose autrement pour la politique intérieure. Aucun courant du mouvement socialiste ne pouvait mettre en doute l'existence pour lui d'un programme net et précis en politique intérieure dans les limites de l'ordre social existant. Pendant la dernière période de l'histoire de la seconde Internationale, l'action parlementaire ne fut pour aucune fraction du mouvement socialiste purement déclarative et tout socialiste au parlement, quelle que fût sa conception du développement général et du rôle des réalisations immédiates dans le processus de la lutte prolétarienne, s'efforçait d'obtenir entre autres ces réalisations immédiates, de même que, en dehors de l'enceinte parlementaire, le mouvement ouvrier s'efforçait d'obtenir des réalisations immédiates par la lutte économique. Si différente que fut leur conception du rôle du programme minimum, aucun courant de la pensée socialiste ne répudiait la réalisation immédiate de telle ou telle partie de ce programme. La lutte journalière politique et économique consistait à arracher pas à pas, l'une après l'autre, les positions aux classes possédantes. Elle consistait donc dans la réalisation d'un programme positif dans les limites de l'ordre social existant.

Tout autre est la substance de la politique extérieure. La politique intérieure est l'arène où le capital et le travail, le peuple et le gouvernement, la classe ouvrière et les classes dominantes se trouvent face à face. Ici les classes dominantes étaient contraintes par la lutte économique et politique à marcher de concession en concession: ici un programme positif dans les limites de l'ordre existant était réalisé par les socialistes. Quant à la politique extérieure, elle signifie l'attitude d'un Etat envers les autres Etats, c'est-à-dire envers ses partenaires ou ses rivaux en brigandage international, ensuite son attitude envers les Etats faibles et enfin envers les colonies, objet direct de ce brigandage. Dans la politique extérieure 2 éléments peuvent être distingués: 1° le système des groupements politiques, des alliances et des antagonismes, c'est-à-dire les

combinaisons diplomatiques au moyen desquelles les buts de la politique extérieure sont poursuivis; 2° ces buts eux-mêmes, lesquels se ramènent à deux groupes fondamentaux: les buts défensifs et offensifs. Un des buts essentiels poursuivis par tous les gouvernements a toujours été la défense de ses possessions. A tout moment donné, grâce à des groupements internationaux, il fallait être assez fort pour que l'adversaire avide, désireux de s'emparer de quelque territoire ou de quelque possession ne pût y parvenir facilement par la supériorité de forces de sa coalition diplomatique. La diplomatie a toujours été une des formes de la défense de l'Etat, le supplément et le complément des troupes massées aux frontières, des escadres naviguant sur ses côtes et des forteresses et fortifications protégeant les points menacés. Le second groupe de buts de la politique extérieure, ce sont les conquêtes qui forment l'objet des rivalités des gouvernements capitalistes entre eux ou l'occasion de l'aide qu'ils s'accordent les uns aux autres.

L'attitude de la seconde internationale envers la défense nationale n'a jamais, comme on le sait, été élucidée entièrement. En cette question ses idées n'ont pas été définitivement coordonnées. Les résolutions de Stuttgart et de Copenhague contiennent en elles-mêmes les contradictions profondes qui se sont manifestées plus tard si dramatiquement pendant la guerre. Toutefois l'attitude négative de l'aile révolutionnaire de la seconde Internationale envers la « Défense Nationale » était déjà jusqu'à un certain point précisée et l'interdiction de voter les crédits de guerre était pour elle un axiome. De même que dans le domaine de la défense militaire de l'Etat capitaliste les socialistes, en la soutenant, auraient par cela même soutenu tout le système de domination de l'ennemi de classe, de même en se scindisant avec la politique extérieure de leur gouvernement, même en tant que défensive, ils aboutiraient au même résultat. Défendre la patrie par la voie diplomatique ou par la voie militaire, c'est en principe une seule et même question. Les social-traitres français durant la guerre montaient la garde également autour de l'état de siège en France et de l'état de siège en Russie. La campagne d'innocentement du tsarisme en Angleterre n'était qu'un détail partiel d'activité des social-traitres en vue de la défense de la patrie, de même que d'autres détails partiels de cette même activité étaient leurs interventions dans les réunions publiques en faveur du gouvernement de coalition, leurs machinations contre les grèves, le renoncement aux droits des trade-unions et ainsi de suite.

Quant aux buts offensifs de la politique extérieure des gouvernements capitalistes, ils ne sont d'un bout à l'autre qu'un programme de rapine. Même des actes qui, à première vue, sembleraient contredire cette définition,

telle que l'intervention des puissances en faveur des Arméniens durant les massacres, ou celle de Guillaume II en faveur des Boers ou bien encore la politique balkanique du tsarisme durant sa période dite libératrice, n'ont été en réalité que des manœuvres sur le même échiquier de rapines ou des tentatives habilement masquées pour progresser dans le même domaine de la politique conquérante. Tout le système politique de rapines exigeait de la part de partis socialistes dignes de ce nom la même attitude totalement négative qui fut formulée par le congrès de Stuttgart à l'égard de toute politique coloniale sans exception. Cette dernière n'est en effet que la manifestation la plus claire et la plus frappante de la politique extérieure capitaliste en général.

L'aile révolutionnaire de l'Internationale ne pouvait donc avoir aucun programme d'action positive en matière de politique extérieure inter-gouvernementale et son programme dans ce domaine devait être purement négatif, c'est-à-dire avoir pour but de faire obstacle à la politique extérieure des gouvernements existants aussi bien dans son système général que dans ses buts particuliers. La lutte contre la politique coloniale, contre les armements, contre les guerres, contre toute conquête, déguisée ou non, voilà quels devaient être les buts de l'aile révolutionnaire de l'Internationale en politique extérieure. Ces buts étaient exclusivement négatifs. Au fond c'était bien un programme également négatif que celui élaboré au congrès de Bâle pour la solution de la question d'Orient. Cette solution consistait à opposer le programme de Fédération des Peuples Balkaniques à toutes les combinaisons des gouvernements existants dans cette question. Cette fédération balkanique ne pouvait être créée qu'en luttant aussi bien contre les grandes puissances que contre les gouvernements balkaniques de cette époque. C'était plutôt un article d'un programme révolutionnaire des peuples balkaniques eux-mêmes qu'un programme de politique extérieure. Cette dernière dénomination lui fut donnée par mégarde et ce fut également un malentendu que l'opinion courante de ce temps, d'après laquelle les partis socialistes, en adoptant les résolutions de Bâle, seraient entrés dans la voie d'un travail positif en politique extérieure. Les résolutions de Bâle n'avaient rien de commun avec un travail positif ; elles étaient des mots d'ordre révolutionnaires pour les peuples balkaniques, pour leur lutte contre leurs propres gouvernements. Quant aux instructions données à Bâle aux partis socialistes des autres pays, leur caractère était purement négatif, se résumant à la lutte contre la politique extérieure de leurs propres gouvernements. Les résolutions de Bâle ne sont qu'une confirmation de plus de la vérité qu'en matière de politique extérieure inter-gouvernementale, l'aile révolutionnaire de l'Internationale ne pouvait avoir de programme positif

et que son programme en cette matière ne devait être que négatif, c'est-à-dire s'opposer à la politique des gouvernements capitalistes.

La politique dite intérieure est le domaine où le travail et le capital se trouvent en présence l'un de l'autre. L'existence d'un programme positif des partis socialistes dans ce domaine signifiait que la classe ouvrière par sa lutte politique et économique force les classes dominantes à lui céder position sur position. La politique extérieure est le domaine où les gouvernements capitalistes se trouvent en présence les uns des autres ou en présence des pays opprimés. Dans ce domaine il n'était donc admissible pour l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste que d'avoir un programme exclusivement négatif de lutte contre les combinaisons et la politique de rapine des gouvernements capitalistes. Mais un pays opprimé ou colonial peut aussi bien lutter et se soulever contre les gouvernements capitalistes oppresseurs que la classe ouvrière luttant dans son propre pays. La tâche du mouvement socialiste du pays en question consistait en ce cas à empêcher son gouvernement d'écraser la contrée opprimée en révolte, tâche encore une fois purement négative. Mais une autre tâche encore lui incombait, celle d'accorder à la contrée en révolte un secours non seulement négatif mais directement positif. Ainsi la classe ouvrière, parallèlement à la politique extérieure du gouvernement de son pays dans laquelle elle intervenait dans un sens négatif, possédait sa propre politique extérieure prolétarienne, qui consistait, dans le cas indiqué, à secourir directement les victimes du gouvernement capitaliste. Mais une activité semblable de la classe ouvrière d'un pays s'étendait non seulement à l'exemple donné plus haut d'une révolte, mais à toutes les luttes en général de groupes opprimés dans le même pays ou dans d'autres pays contre les gouvernements capitalistes, à toute lutte entre opprimés et oppresseurs. En ce sens on peut dire que toute l'activité de l'Internationale était une politique extérieure prolétarienne : le contact qui s'établissait entre les organisations ouvrières, l'aide mutuelle qu'elles s'accordaient à toute occasion, en un mot tout ce qui formait la substance de l'activité de l'Internationale comme telle, c'était là une politique extérieure prolétarienne distincte de celle des gouvernements et lui faisant opposition. En résumé, la tâche de la classe ouvrière en politique extérieure, dans la mesure où elle possédait une mentalité révolutionnaire, consistait à opposer à la politique extérieure des gouvernements une politique extérieure prolétarienne, c'est-à-dire à mener la lutte de classes sur une échelle internationale.

En politique intérieure le programme positif de la classe ouvrière consistait à arracher aux gouvernements une à une de nouvelles conquêtes. Mais la classe ouvrière ne pouvait-

elle pas agir également en politique extérieure, c'est-à-dire dans chaque cas isolé non seulement forcer le gouvernement de son pays à renoncer à telle ou telle action, c'est-à-dire réaliser à son égard un but négatif, mais aussi le forcer à remplir d'une façon positive les exigences du prolétariat, réalisant ainsi en politique extérieure également un programme positif dans les limites de l'ordre existant ? Si la classe ouvrière accordait directement son aide à une contrée en révolte, ne pouvait-elle pas forcer le gouvernement de son pays à aider cette contrée ? Voilà justement la pente séductrice sur laquelle les réformistes à mentalité bourgeoise du mouvement ouvrier étaient enclins à se laisser glisser. Les gouvernements en beaucoup de cas non seulement exécutaient volontiers de tels désirs des réformistes, mais prenaient eux-mêmes l'initiative de pareilles démarches. Toute la politique des grandes puissances en Turquie consistait soi-disant à aider les opprimés contre les oppresseurs. Il suffit de citer cet exemple pour ne plus douter que le prolétariat à mentalité révolutionnaire ne devait en aucun cas aider un groupement opprimé autrement qu'en le soutenant directement. Toute intervention des gouvernements capitalistes de rapine dans une lutte de groupements opprimés contre les oppresseurs, en quelque endroit que ce fût, ne signifiait qu'une chose, à savoir qu'un nouvel objet était entraîné dans la sphère de leurs combinaisons conquérantes. Quand un peuple en révolte aboutissait par ses propres forces à des résultats positifs, ces résultats étaient pour lui une réalisation incontestable, mais si des résultats semblables devaient lui être acquis à titre de bienfait d'un gouvernement capitaliste conquérant, même sous la pression d'un parti socialiste, ce gouvernement, prenant sur lui cette tâche soi-disant libératrice, avait toute possibilité d'exécuter cette tâche conformément aux exigences de sa politique de rapine. Toutes les relations mondiales formaient déjà un réseau si étroitement entrelacé et les intérêts conquérants de chaque puissance capitaliste étaient à un tel point interdépendants par rapport aux relations politiques du monde entier, qu'aucun problème séparé et local ne pouvait manquer de tomber sous le coup des combinaisons du gouvernement en question, reliées à sa politique mondiale dans son ensemble. Les tentatives des socialistes de prêter secours à un groupement opprimé par l'entremise de ces gouvernements capitalistes ne faisaient que rendre possible à ces derniers de se créer de nouvelles combinaisons favorables à leur œuvre de rapine mondiale, en trompant en même temps les masses populaires de leurs pays et en acquérant par cela même le soutien de ces masses.

C. TCHITCHERINE.

(Suite et fin au prochain numéro).

Loyauté des Reconstructeurs

Nous avons fermé cette rubrique ; force nous est de la rouvrir. *L'Humanité*, sous l'influence de nous ne savons qui, est entrée en guerre ouverte contre le Comité de la III^e Internationale. Nos camarades emprisonnés ont adressé au Directeur du journal du Parti la lettre suivante :

Prison de la Santé, le 26 juin.

Au directeur de *L'Humanité*

Citoyen,

Nous ne pouvons plus tarder à élever notre protestation contre les procédés employés par *L'Humanité* pour combattre les progrès de la tendance « III^e Internationale », à la faveur des circonstances actuelles.

Le 23 juin, *L'Humanité* publiait une note anonyme intitulée « Pour le Conseil National », n'émanant d'aucun organe qualifié du Parti, et destinée à faire pression sur le Parti en faveur de la motion d'une tendance. Il n'est pas tolérable que *L'Humanité* soit ainsi mise au service d'un groupe, bénéficiant de la situation de certains de ses membres comme rédacteurs à la publication officielle de l'organisation centrale.

Saisie de la motion soumise au Parti par le Comité de la III^e Internationale, avec demande d'insertion à titre documentaire, *L'Humanité* s'abstient de l'insérer, pour donner la priorité à la résolution d'une autre fraction, publiée à la première colonne de la deuxième page, sous le titre : *La Répression du Parti contre la répression gouvernementale*. C'était abuser de la bonne foi des lecteurs, car le projet publié n'émanait que d'une fraction du Parti, et non du Parti entier.

Le même jour, *L'Humanité* publiait un ordre du jour de la C. A. P. contenant des assertions fausses et tendancieuses, et mettant en cause le camarade Lorient qui envoyait une rectification nécessaire que le journal n'a pas insérée le lendemain. Visiblement, l'influence occulte qui s'exerce à *L'Humanité* contre le Comité de la III^e Internationale voulait gagner du temps afin que les conseils fédéraux du dimanche 27 n'aient pas connaissance de la mise au point.

Le 26, à la 2^e page, *L'Humanité* publiait enfin la motion du Comité de la III^e Internationale, en s'efforçant de la dissimuler par une présentation spéciale, précédée d'un procès-verbal de longueur inusitée, afin d'influencer le Parti en faveur du point de vue majoritaire, et suivi d'un texte qui n'est même pas soumis au Parti.

Contre ces manœuvres déloyales, nous appellerons la réprobation des militants, de plus en plus échauffés d'agissements corrupteurs et déprimants, indignes d'un Parti qui a pour mission d'opposer à l'hypocrisie bourgeoise la franchise et la droiture prolétariennes.

Salutations socialistes.

Delagrangé, Lorient, Souvarine.

À l'égard des victimes de la répression gouvernementale, *L'Humanité* a adopté une attitude qui est plus éloquente que toute formule de solidarité, officielle mais exprimée à contre-cœur. Le « complot », à propos duquel le journal du Parti devait élever une protestation permanente, est relégué parmi les faits divers. Même des collaborateurs de *L'Humanité* protestent contre ce lâchage. Sans commentaires.

Le *Populaire* a traduit du *Daily Herald* une dépêche de Moscou, sur les pourparlers de Frossard et Cachin avec l'Exécutif de la 3^e Internationale. Le *Populaire* a eu soin de supprimer les trois dernières lignes de la dépêche, concernant Lorient et ses camarades emprisonnés. C'est dommage.

Ernest Lafont est allé à Londres, voir Krassine. Entre autres balivernes, il lui a affirmé que la fraction Lorient, dans le Parti, n'avait aucune influence. Tant d'honnêteté passe toute mesure.

LA QUESTION DES ÉPURATIONS

Certains camarades adhérents au Comité de la III^e Internationale se déclarent « contre les exclusions ». Ils disent : inutile de mettre des membres du Parti à la porte. Ils partiront d'eux-mêmes, ceux qui ne voudront pas adhérer à la III^e...

Erreur.

Les reconstruc-teurs ont dit exactement la même chose en parlant de Thomas et de Renaudel. J'entends encore Paul-Louis (qui a un dégoût sincère pour Thomas et sa participation ministérielle) me dire : « Mais non ! Inutile ! Il s'en va ! » Et Cachin (il y a déjà plusieurs mois) : « Mais non ! J'ai reçu un mot de Thomas l'autre jour... J'ai compris que c'est le lâchage... Pourquoi insister ?... » Or, Thomas est encore notre camarade, Renaudel aussi, Varenne aussi, et toute leur clientèle électorale enferme le Parti. Le groupe parlementaire ne comprend pas dix révolutionnaires. Tout ce monde-là reste dans le Parti. Et y restera tant que nous ne les aurons pas balayés. Pourquoi ?

Eh bien, parce qu'ils sont habiles.

Il est habile de rester dans une organisation révolutionnaire pour l'empêcher d'agir. Et ces hommes nous gênent beaucoup plus par leur fidélité qu'ils ne feraient par leur défection.

Mettions que chez les meilleurs d'entre eux il y ait la fidélité du vieux locataire qui ne se sent plus chez lui dans la maison, mais qui y reste par habitude. Chez les autres, il y a le sentiment très juste qu'ils prolongent le régime auquel ils sont dévoués en restant assis sur le siège et en empêchant la machine de démarrer.

Savez-vous ce qui vous attends si vous votez l'adhésion du Parti à la III^e Internationale sans exclusion de personnes ?

Il se passera ceci de très simple que la minorité acceptera le vote et, très adroitement, se laissera mener par vous aux portes de Smolny. Mais là vous trouverez Zinoviev qui, apercevant Thomas parmi vous, refermera sa porte sur votre nez. Et à ce moment-là, débâdâde ! L'unité du Parti, fichue ! On ne peut tout de même pas obliger la III^e à accepter n'importe quels renégats, il me semble ! Est-ce qu'elle vous demande de venir s'inscrire chez elle ? Non ! Alors si vous y allez, allez-y comme quelqu'un qui sait où il va, ou n'y allez pas.

Franchement, il y a des choses que je ne comprends pas... Cette horreur de certains camarades devant un geste simple et nécessaire... « L'unité », « l'unité »... Mais c'est vous qui la perdriez, l'unité, par vos hésitations !

L'unité, d'abord, elle n'existe pas. On ne peut pas détruire ce qui n'existe pas. L'unité du Parti, elle sera seulement le jour où tous

les militants qui se réclament du communisme et de la dictature du prolétariat, et ceux-là seuls seront groupés dans le Parti. Il est ridicule de penser que je suis le camarade de Basly et que Monatte n'est pas membre du Parti... Il n'y a là qu'une survivance... Basly a sa place à la gauche du parti radical-socialiste. Pourquoi empêcher davantage ce vieillard de devenir ministre des Régions libérées ? L'unité du Parti n'a rien à voir avec les virginités perdues.

Ce qui est clair, c'est que nous devons loyalement avertir les militants du Parti de ce que signifie la III^e Internationale : cela signifie la sortie de force de tous ceux qui ne veulent pas répudier la Défense Nationale et qui ne veulent pas publiquement s'humilier pour le crime qu'ils ont commis en y participant ; cela signifie la création d'un statut du groupe parlementaire qui rende impossible le flirt entre élus communistes et élus bourgeois, et qui fasse d'un parlementaire le serviteur aux gages du Parti, le permanent toujours en voyage révolutionnaire à travers les campagnes et les faubourgs ; cela signifie un statut municipal qui rende impossible toute compromission, toute atténuation de lutte avec les partis bourgeois, qui fasse de chaque cité une forteresse communiste solide, et qui exclue net toute municipalité dont le zèle serait insuffisant ; cela signifie une presse qui en tout état de cause soutiendrait les masses, même si certains chefs d'organisations syndicales, peu désireux d'enregistrer un succès qui les compromettrait aux yeux de leurs amis bourgeois, conseillaient de mettre la sourdine ; cela signifie enfin : non pas un débordement d'hystérie révolutionnaire donnant tête baissée dans le premier panneau mais une sage et prudente méthode, minutieuse, qui ne néglige aucun détail dans la préparation à la prise du pouvoir. Qu'a fait le Parti dans ce sens, jusqu'ici ? Rien. Tout nous reste à faire. L'adhésion à la III^e, c'est l'engagement d'accomplir ce grave ouvrage.

Quant à l'unité du Parti, que ceux qui, comme moi, la désirent pure et totale, se disent bien que seule l'épuration l'assurera. La III^e Internationale existe. On ne la tuera plus. Or, jamais elle n'acceptera les social-patriotes du suffrage universel. Jamais. Il y aura donc deux internationales, à moins que par une fournaise d'expulsions individuelles on ne libère le Parti de toute velléité réformiste et qu'on n'enrichisse les partis bourgeois d'individus qui seront enchantés de continuer à nous assassiner sous le couvert de leur Union Sacrée bourgeoise, plus Ministres, plus Députés, plus Sénateurs, plus Monsieur le Maire que jamais. D'ici là, pas d'éducation de masse, pas de groupement d'élite, pas de comités actifs, rien ne pourra s'organiser.

Raymond LEFEBVRE.

Lettre ouverte aux Ouvriers suisses

Notre camarade Fritz Platten, leader des communistes suisses, vient d'être condamné à six mois de prison par la justice démocratique helvétique, pour crime de propagande et d'action communistes. Il avait subi dans les derniers mois la prison roumaine et la prison lithuanienne, ayant eu l'infortune de tomber entre les mains des tortionnaires de ces pays en rentrant de Russie en Suisse. Nous adressons à Platten l'expression de notre vive sympathie et de notre solidarité. Avant de pouvoir regagner la Suisse, notre ami avait adressé à ses camarades de lutte un appel que nous publions ici ; quelques allusions à ce message sont aujourd'hui anachroniques, mais les idées que Platten y développe n'ont rien perdu de leur intérêt ni de leur logique convaincante, et doivent aussi inspirer les socialistes français.

Depuis huit mois, je cherche vainement à pénétrer en Suisse. Jusqu'ici, je n'ai pu rompre le rigoureux blocus de l'Entente qui coupe la Russie du reste du monde. Les gouvernements finlandais et roumain — sur leur propre initiative, et surtout sous la pression du cabinet de Paris, — m'ont toujours traité tout autrement que les délégués de la II^e Internationale.

Je suis donc obligé, pour la première fois au cours de ma vie politique, — dans l'impossibilité où je suis de me trouver au premier rang des combattants, — de convier les autres camarades à une action énergique et courageuse. Je veux vous dire brièvement et simplement quelle est, selon moi, la tâche qui vous incombe et ce que vous devez et pouvez faire pour sortir de la situation où vous êtes en ce moment.

Je n'ignore pas que les représentants de l'aile droite du parti suisse, et peut-être plusieurs de mes amis intimes plus prudents, me reprocheront les conseils que je leur donne, ne me croyant pas assez renseigné sur les affaires intérieures et sur l'état général du mouvement ouvrier suisse actuel. Mais ce reproche sera mal fondé. Grâce aux numéros du *Volksrecht* et du *Berner Tagwacht*, dont je dispose, et à un rapport secret, très documenté, parvenu de Suisse, je suis à même de dresser un tableau assez exact de tout ce qui se passe chez vous actuellement.

Le parti suisse représente aujourd'hui une arène où divers éléments politiques des plus hétérogènes sont en lutte. Les pacifistes de la petite bourgeoisie, les socialistes type Scheidemann, les partisans du centre, et les communistes convaincus — s'abritent encore sous le toit d'une seule organisation. Les congénères suisses de Noske (les Gruttlis) ne

cessent pas de répéter que la plupart des leaders du mouvement ouvrier suisse ne sont, en réalité, que des Gruttlis fidèles, que la couardise seule empêche de professer ouvertement leur culte politique, et fait qu'ils se soumettent à toutes les décisions des radicaux. Cette affirmation me semble juste et conforme à la vérité. Une situation pareille entrave votre mouvement et vous menace de graves dangers. Dans un avenir prochain, les ouvriers suisses ouvriront les yeux et verront qu'au moment de la lutte, lourde de dangers, notre pire ennemie n'est pas la bourgeoisie qui nous attaque ouvertement, mais les éléments politiques vagues et instables qui se trouvent parmi nous.

Nous devons aboutir dans notre politique à une clarté parfaite. Nous ne pouvons pas, pour le maintien de l'unité du parti, nous soumettre à des décisions qui ne pourront jamais en aucune façon être obligatoires pour nous. Si nous reconnaissons ou si nous admettons, ne fût-ce que provisoirement, de semblables résolutions réactionnaires, telle que le refus d'adhérer à la III^e Internationale, ce serait, de notre part, de la prostitution politique et un véritable malheur pour la classe ouvrière suisse. Seuls, les hommes qui ferment sciemment les yeux et ne veulent point envisager l'avenir, peuvent se bercer de l'illusion que nous puissions aboutir au socialisme sans recourir aux méthodes de dictature prolétarienne.

Nous sommes devant la II^e Internationale « jaune » et la III^e Internationale communiste. Chacune a son programme particulier, et il nous faut choisir, une fois pour toutes, l'une ou l'autre. Les partisans de l'Internationale jaune se basent sur un système de réforme sociale et voudraient construire l'Etat socialiste en collaboration intime avec les bandits impérialistes. La politique de ces soi-disant leaders ouvriers, si nous l'adoptions, signifierait, en réalité, le maintien à jamais du salariat, et aurait pour conséquence la réforme et non pas la destruction de la société capitaliste. Le régime socialiste-démocratique bourgeois est le commencement et le bout du monde de ces piètres socialistes. Ces traitres du socialisme international sont prêts à se mettre en étroit contact avec les réactionnaires et à user de l'état de siège et de la terreur blanche, pour exterminer tous ceux qui luttent pour la destruction immédiate de la domination du capital.

Les partis de la III^e Internationale communiste se prononcent nettement et catégoriquement pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire pour le système soviétique. Seuls, les citoyens dont le travail est reconnu d'utilité publique auront le droit de disposer libre-

ment de leur sort, lorsqu'il s'agira de l'organisation du futur régime social ; ces citoyens devront employer toutes leurs forces et toutes leur énergie pour briser et détruire à tout jamais la domination sociale de la bourgeoisie, en abolissant le salariat. C'est à l'une de ces deux tendances qu'il nous faut adhérer. C'est un fait incontestable, que les camarades qui se groupent autour de Grimm et dont l'abstention lors du referendum relatif à l'adhésion à la III^e Internationale avait donné la victoire à la droite, étaient animés de l'esprit de voir se créer une internationale moyenne du centre. Mais il est fort douteux que ces gens aux hésitations sempiternelles puissent établir une base théorique quelconque pour une Internationale de cette sorte, quelles que soient d'ailleurs les raisons sophistiques qu'ils invoquent. Il n'est point besoin d'être prophète pour prévoir que toutes ces tentatives de créer une nouvelle Internationale — qu'elles réussissent ou non — n'auront pour résultat que de provoquer des querelles au sein de la classe ouvrière, qui affaibliront le front révolutionnaire et éloigneront le jour de la victoire finale.

Camarades ! deux voies sont devant vous. En vous prononçant pour la première vous vous montrerez capables de réparer le résultat du referendum et de réaliser l'adhésion à la III^e Internationale. Vous obligerez ainsi les éléments de droite à s'en aller occuper une place qui leur est préparée depuis longtemps, entre autre à l'Alliance nationaliste de Grutli. Là, dans ce club de petits bourgeois inoffensifs, ces éléments seront comme au foyer de leur propre maison et personne ne les empêchera d'y entonner avec ardeur, au lieu de l'Internationale, les hymnes patriotiques, tels que *Rufst Du Mein Vaterland*. Et ils auront alors l'air de gens de bien, en adoration devant le Conseil suprême des Alliés, cet avoué des exploités et des requins financiers.

La seconde voie mène à une réprobation catégorique des idées et de la tactique dont vous avez fait preuve jusqu'ici. Je rougis de honte, camarades, quand je pense que vous pourriez, comme par le passé, vous traîner à la remorque des socialistes réformistes. Est-il bien vrai qu'après avoir lutté pendant quatre ans contre Scheidemann, Albert Thomas, Renner et autres, nous conclurons, au début de la cinquième année une alliance fraternelle avec ces traîtres ? Est-il possible que notre vénération pour Liebknecht, Rosa Luxembourg et les autres héros de tous les pays, ne fut qu'une série de phrases et de beaux gestes ? Est-il possible qu'après avoir salué à deux reprises, aux jours de leurs anniversaires, les chefs de la Russie révolutionnaire, après avoir admiré la création de la République soviétiste prolétarienne russe, est-il bien vrai qu'au commencement de la troisième année du pouvoir soviétiste, nous tournions le

dos à ces chefs ? Non, je ne saurais admettre la pensée que toute notre politique n'était qu'un jeu d'imitation, simple, banal, et sans le moindre esprit révolutionnaire. Je suis sûr que les dizaines de milliers d'ouvriers suisses étaient animés, dans notre lutte, d'intentions sincères et honnêtes, qui ne correspondent nullement aux résultats du referendum. Nous ne devons jamais, ne fusse que pour un instant, sacrifier nos principes fondamentaux à l'unité de pure forme et extérieure de l'action du parti. Jusqu'ici, notre faiblesse découlait précisément du peu d'énergie et d'initiative que nous opposions à la politique de Grimm, dont le mot d'ordre est « ni l'un ni l'autre ». Notre prédilection pour la force purement extérieure nous obligeait toujours à marcher de pair avec Grimm, et une telle politique, loin d'éclairer la conscience des masses ouvrières, l'obscurcissait d'avantage. C'est cette politique du centre, sans sincérité et sans logique, qui fit notre faiblesse et notre inertie. Il nous appartient de prendre maintenant une décision catégorique ; nous devons élaborer un programme défini, précis et dans le plus bref délai possible, de préférence au premier congrès de notre parti. Ce programme ne contiendra pas un seul mot équivoque, pas une pensée voilée, motivée par la crainte de repousser de notre parti la majorité de nos camarades politiques ; la vérité doit être au-dessus de tout. Vous devez vous mettre énergiquement à l'œuvre et commencer d'ores et déjà un travail régulier d'éducation, dans l'esprit communiste. A l'aide de foyers de propagande et d'agitations, fermes et solides, nous attirerons à nous en peu de temps les larges milieux ouvriers, pour les conduire, au moment propice, à la lutte. Quant à ce qui nous reste de temps, il nous faut l'employer pour expliquer aux ouvriers le principe et le caractère de l'organisation future de la République soviétiste et les initier amplement aux méthodes, dont on se sert pour consolider le pouvoir des soviets. Mais pour y parvenir, il nous faut avoir le courage de lutter énergiquement contre la tactique et la politique qui nous épuisent et qu'une partie de nos camarades persiste à préconiser.

Si parfois les difficultés inhérentes à cette tâche vous effrayent, souvenez-vous de l'exemple de nos frères héroïques de l'Est. Ralliés sous le drapeau de la Troisième Internationale, souffrant de faim et de froid, le prolétariat pétersbourgeois a repoussé avec un enthousiasme superbe les attaques de Yudenitch et de la flotte anglaise. Les marins de Kronstadt n'ont pas bronché sous les rafales d'une artillerie infernale, car ils étaient animés de la volonté inébranlable de sauver la révolution prolétarienne. En dépit des terribles difficultés qui l'accablent, le peuple russe poursuit dans son pays soviétiste, la lutte contre Koltchak et Denikine, et si ces généraux ont été irrémédiablement vaincus c'est que le peuple entier qui allait contre eux était pénétré de la certi-

tude du triomphe final de sa cause. Contemplant ces efforts héroïques et voyant notre propre lenteur et notre lâcheté, je me pose cette question : Où donc est la source de notre faiblesse ? Il faut en finir radicalement avec nos

hésitations éternelles et nos compromis démoralisants. Débarrassez-vous de vos doutes, et ralliez les bataillons révolutionnaires de la III^e Internationale !

F. PLATTEN.

Correspondance Internationale

TCHÉCO-SLOVAQUIE

La II^e Internationale se désagrège de plus en plus, et les partis qui lui appartiennent subissent le même sort. La puissance du social-chauvinisme est arrivée à son déclin même dans les partis où elle semblait inébranlable.

Lorsqu'au commencement de 1919, au congrès de Berne, les délégués du parti social-démocrate tchèque exposèrent leur programme, des social-patriotes acharnés, comme Henderson, Thomas, Renaudel, furent indignés de tant de chauvinisme. Aujourd'hui, le mouvement communiste s'accroît dans le prolétariat tchèque avec une telle véhémence que les ministres social-démocrates de la République bourgeoise tremblent de perdre les fonctions dirigeantes qu'ils exercent dans le parti.

L'opposition communiste s'appuie sur les travailleurs des grands centres industriels du pays. Les ouvriers de Kladno, mineurs et métallurgistes, ont adhéré presque totalement aux principes de la 3^e Internationale. C'est à Kladno que, il y a quelques jours, les prolétaires ont résolu de dédier à la République des Soviets la prochaine locomotive qui sera achevée aux usines de Kladno. C'est là que, sous la présidence du camarade Zapotocky, un Conseil ouvrier se trouve en lutte constante contre les organes de l'Etat capitaliste, dont il est parvenu à restreindre les fonctions dans tout le district. L'homme auquel revient le mérite d'avoir éveillé la conscience de classe du prolétariat de Kladno, le camarade Muna, vient de quitter la prison où l'avait fait détenir pendant une année le « camarade » Tusar, président du cabinet de coalition socialiste bourgeois.

Le camarade Smeral, récemment revenu de Russie, mène une vive propagande pour l'idée soviétique. C'est en commun avec le camarade Muna, qu'il rédige le quotidien communiste *Svoboda* (Liberté), qui paraîtra sous peu à Kladno. Les cheminots de Brno (Brünn), où paraît un autre organe de l'aile gauche le *Socialni Demokrat*, qui, cependant, n'est pas purement communiste, ont adopté à l'unanimité une motion disant qu'ils s'opposeraient désormais à tout transport d'armes ou de munitions en Pologne, et qu'ils entreraient en grève si le Gouvernement ne fait cesser cette honte abominable.

Les députés et sénateurs communistes tchèques se sont constitués en fraction spéciale au sein de la fraction des sénateurs et députés social-démocrates et ont donné ainsi l'initiative pour une pareille action de quelques députés et sénateurs du parti social-démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie.

C'est ainsi que les partisans de la Troisième Internationale se préparent pour le Congrès du parti social-démocrate tchèque, qui aura lieu vers la fin de septembre. La question : II^e ou III^e Internationale, ministérialisme ou lutte de classes, réformes ou révolution, capitalisme ou socialisme, y sera nettement posée. Et il est bien possible que nos camarades y obtiennent la majorité.

En outre, il y a en Tchéco-Slovaquie un parti communiste tchèque qui, il y a un ou deux mois s'est constitué sous la présidence du poète Sonnenschein. Ce parti se recrute d'ex-anarchistes et de gens qui viennent du parti socialiste-national tchèque ; et, ne consistant, en sa majorité, que de travailleurs intellectuels, il ne peut s'enraciner dans les masses. Il veut attendre les résultats du congrès du parti social-démocrate pour s'y joindre en cas que la gauche triomphe.

Comment ce revirement rapide du nationalisme à l'internationalisme, du social-patriotisme au communisme a-t-il pu se produire ? Les travailleurs tchèques, courbés jusqu'en novembre 1918 sous le joug de la bourgeoisie allemande régnant dans l'ancienne Autriche (sous la tutelle du monarque, du clergé et de la noblesse) avaient été captivés par l'idéologie bourgeoise d'émancipation nationale. Ce n'est pas sous le drapeau rouge de l'Internationale ressuscitée à Zimmerwald et à Kienthal qu'ils luttèrent pour leur droit de disposer d'eux-mêmes. Ils n'étaient pas d'avis que l'auto-détermination sociale seule pût garantir la liberté nationale. Au contraire ils s'étaient refusés à mener la lutte de classes à outrance, en exigeant que l'émancipation nationale, revendication principale de la révolution bourgeoise, dût être réalisée comme base de la lutte pour le socialisme.

La monarchie austro-hongroise dépecée, la bourgeoisie tchèque conquiert le pouvoir politique, non seulement sur le prolétariat tchèque, mais encore sur quelques millions d'Allemands, de Slovaques et de Hongrois. Le prolétariat tchèque, se voyant de cette manière exploité et opprimé par sa propre bourgeoisie, comme autrefois par la bourgeoisie étrangère, comprend maintenant la situation et se détourne en masse de ceux qui, jadis, l'avaient engagé à superposer l'idée nationale au but international d'émancipation de la classe ouvrière, et qui, aujourd'hui, se sont démasqués en emprisonnant, au service du capitalisme, les socialistes révolutionnaires, tandis qu'ils laissaient toute liberté à l'agitateur monarchiste Illinka.

La fondation de l'Etat tchéco-slovaque, qui contribua à détruire l'idéologie bourgeoise et nationale des

ouvriers tchèques et qui facilite la propagande des camarades tchèques contre l'opportunisme et la collaboration des classes, ralentit le même processus au sein du parti social-démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie. Ce parti qui, jusqu'à la révolution de novembre 1918, formait une section du parti social-démocrate allemand d'Autriche, avait été, comparé aux Tchèques et aux Polonais, le parti le moins nationaliste des partis socialistes de l'ancienne Autriche — au pays des aveugles, les borgnes sont rois ! — Ce fait est bien compréhensible : Le prolétariat allemand, dont la bourgeoisie régnait sur toutes les autres nations autrichiennes, ne pouvait s'égarer dans les troussailles d'une idéologie semblable à celle des prolétaires non-allemands, qui, opprimés par la bourgeoisie étrangère, ne savaient pas reconnaître que la vraie cause de l'oppression ne se cachait pas dans le mot *étrangère*, mais dans le mot *bourgeoisie*.

La situation actuelle est toute contraire à celle d'il y a deux ans. C'est aujourd'hui la bourgeoisie tchèque qui, en se vengeant des vexations, auxquelles elle avait été exposée dans l'ancienne Autriche, opprime les autres nations. Et voilà que les leaders opportunistes du parti social-démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie profitent de cette occasion pour s'abandonner au crétinisme nationaliste. Ils déclarent que la réalisation de l'autodétermination nationale doit être la base sur laquelle on pourra mener la lutte pour le socialisme, et ce n'est que sous la pression de l'aile gauche de leur parti qu'ils se sont abstenus de former une union parlementaire avec les partis bourgeois allemands.

La structure anormale de la République tchéco-slovaque — elle est le successeur de l'ancienne Autriche au point de vue de l'oppression nationale — cause des constellations étranges et en même temps périlleuses pour le mouvement communiste allemand de Tchéco-Slovaquie. Les opportunistes du parti social-démocrate allemand se déclarent hostiles à la participation gouvernementale — par opportunisme, ou plutôt par nationalisme... Les partis allemands se trouvant presque dans l'impossibilité d'entrer au gouvernement dans un Etat où les Tchèques ont la majorité, M.M. les social-patriotes peuvent bien se vanter d'être contre le ministérialisme. Ils nous rappellent le renard prétendant que les raisins qu'il ne peut atteindre sont trop verts.

Le fait — que les social-patriotes se déclarent contre la participation gouvernementale peut facilement jeter le trouble dans les rangs de la gauche. Elle pourrait se laisser entraîner à une politique trop conciliatrice vis-à-vis d'eux, ce qui serait la plus grande faute qu'elle puisse commettre. Déjà maintenant, le groupe communiste allemand, dont les leaders sont les camarades Kreibich et Hahn, tolère dans ses rangs des camarades qui, pour des circonstances exceptionnelles, se prononcent pour la participation gouvernementale. Au commencement de mai, tous les camarades partisans de la III^e Internationale ont édité le manifeste de Reichenberg, où ils se déclarent pour l'Internationale communiste, pour le socialisme, contre le ministérialisme, en un mot — pour tous les principes de l'Internationale de Mos-

cou. Mais ce groupe n'est pas homogène : il aura encore, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, à se débarrasser des éléments non communistes.

En août, au congrès du parti qui se tiendra à Karlsbad, la gauche communiste tâchera de faire adopter le programme de Reichenberg à la majorité des délégués.

Si elle réussit, ce qui n'est pas impossible, et qu'en septembre, le congrès des socialistes tchèques adopte également le programme des communistes, il est très probable que les partis socialistes tchèques et allemands s'uniront avec les socialistes hongrois et slovaques (qui appartiennent déjà à la III^e Internationale) en un seul parti communiste de Tchéco-Slovaquie.

Otto MASCHL.

Un Congrès de la Minorité des Jeunesses Socialistes de France

Sur de nombreuses demandes, le « Comité pour l'autonomie des Jeunesses Socialistes et leur adhésion à la III^e Internationale » a décidé en sa dernière réunion plénière de convoquer pour la fin juillet à Paris un Congrès national des J. S. qui, lors de la Conférence de Troyes, se sont groupées sur sa motion d'adhésion sans réserves à la III^e Internationale.

Vu le peu de temps restant à la disposition des Ententes et des Groupes, les secrétaires sont invités à réunir ceux-ci dans le plus bref délai, à seule fin d'engager la discussion sur l'ordre du jour du Congrès et s'assurer l'envoi des délégations. Les membres qui se trouvent en minorité au sein des Ententes doivent se réunir à part aussi d'urgence et délibérer tout comme les autres groupes.

Nous tenons à insister sur ce point capital : *Chaque section doit faire L'IMPOSSIBLE pour se faire représenter au Congrès.* Le Comité, dans la mesure du possible, s'efforcera d'alléger les frais de délégations pour celles ne pouvant en supporter entièrement la charge. La représentation se fera d'après le nombre de cartes prises au commencement de l'année, à la Fédération Nationale des J. S., c'est-à-dire d'après les voix exprimées sur notre résolution de III^e Internationale.

L'ordre du jour comporte l'examen de la situation nationale et internationale et la propagande communiste. Il n'est cependant pas complet et ne paraîtra définitivement que dans le courant de la semaine prochaine. Des rapports détaillés sont envoyés à tous les membres, groupes et ententes qui en font la demande, au prix de 0 fr. 20 l'un, 1 fr. 50 les dix, 14 francs le cent. Les motions ou propositions des groupes ou des membres doivent parvenir au secrétaire pour l'envoi en province, avant le 10 juillet ; passé cette date, elles ne pourront qu'être déposées sur le bureau du Congrès.

En face de la gravité de l'heure et de la situation créée aux J. S. de France, tous les jeunes partisans de la III^e Internationale comprendront qu'il est de leur devoir de s'employer le plus possible pour la réussite de ce Congrès National, dont l'impérieuse nécessité et l'extrême importance n'échappe à personne.

Tous les renseignements seront fournis à ceux qui en feront la demande. Cependant suivre attentivement les communications du secrétariat dans le *Bulletin Communiste*, le *Journal du Peuple* et la *Vie Ouvrière*.

Pour le Comité central et par ordre :

Le Secrétaire : M. LAPORTE.

33, boulevard R.-Wallace, à Puteaux (Seine).

Le deuxième Congrès de l'Internationale communiste

Voici le texte intégral de la convocation officielle du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, lancée par le Comité Exécutif, dont Zinoviev est président et Radek secrétaire.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a, dans sa séance du 22 avril 1920, décidé ce qui suit :

1° Le 15 juillet, sera convoqué à Moscou, le II^e Congrès de l'Internationale Communiste.

2° Il y a à l'ordre du jour :

I. — Rapport du Comité Exécutif.

II. — Rapports des Partis. Ces rapports devront être remis par écrit.

III. — La situation présente et les devoirs de l'Internationale Communiste. — *Rapporteur* : Lénine.

IV. — Parlementarisme. — *Rapporteur* : Boukharine.

V. — La question des Sociétés et Conseils d'exploitation. — *Rapporteur* : Radek.

VI. — Le rôle et la structure du Parti Communiste, avant et après la conquête du Pouvoir par le Prolétariat. — *Rapporteur* : Zinoviev.

VII. — Question nationale et coloniale. — *Rapporteur* : Lénine.

VIII. — La question agraire. — *Rapporteur* : Marchlewsky.

IX. — Statuts de l'Internationale Communiste. — *Rapporteur* : Zinoviev.

X. — La question de l'organisation (Organisation légale et illégale, organisation féministe, etc.), — *Rapporteur* : Zinoviev.

XI. — L'agitation parmi la jeunesse. — *Rapporteur* : Hoglund.

XII. — Elections.

XIII. — Divers.

Les Partis adhérents sont priés de désigner si possible des co-rapporteurs qui auront à paraître avec les rapporteurs désignés.

3° Les travaux préparatoires du Congrès ne doivent pas être faits d'une façon régulière et la convocation du Congrès ne doit pas être rendue publique avant que le Comité Exécutif n'en ait pris la résolution.

4° Pour prendre part au Congrès avec droit de vote effectif, les Partis Communistes, Groupes, Syndicats invités, devront être affiliés officiellement à l'Internationale Communiste et être reconnus par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

5° La répartition proportionnelle des voix sera en majeure partie la même que celle du I^{er} Congrès de l'Internationale Communiste.

6° Les Groupes qui sont formés sur la base de l'Internationale Communiste, mais qui sont en opposition avec les Partis Communistes affiliés, seront auparavant conviés avec voix consultative. L'admission de ces Groupes sera

subordonnée à leur affiliation aux partis adhérents.

Au cas où ces derniers protesteraient contre l'admission, le Comité Exécutif décidera. Les Groupes d'opposition en question recevront les copies des résolutions qui les concernent.

7° Ceux des partis qui sont sortis de la II^e Internationale, mais qui ne sont pas affiliés à l'Internationale Communiste, seront auparavant appelés en conférence avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et sont priés, si possible, d'arriver au 1^{er} juillet. Le résultat de la Conférence du Comité Exécutif avec les partis concernés sera donné en rapport au Congrès qui, en dernier ressort, aura à donner sa décision sur la question. Ces partis seront avisés avant la convocation du II^e Congrès.

8° Outre les organisations mentionnées, doivent être invités au Congrès les Groupes qui, comme les I. W. W., sont des syndicats vraiment révolutionnaires et qui sont approuvés par le Comité Exécutif.

9° Les jeunes devront être représentés par les Organisations nationales et les Jeunesses Internationales.

10° Parallèlement au Congrès auront lieu les Conférences des Femmes et des Jeunesses Communistes et, si possible, des Conseils d'Exploitation Rouges.

11° Tous les partis sont priés d'envoyer au Congrès beaucoup de délégués et aussi, si possible, des camarades femmes qui sont actives dans le mouvement féministe.

12° Les partis de Province sont priés de désigner parmi leurs délégués un camarade qui devra rester en permanence membre participant du Comité Exécutif.

13° Les délégués devront être munis d'un mandat écrit.

14° Ci-joint la liste des partis et organisations à inviter.

LES ORGANISATIONS CONVOQUEES

	VOIX
1. Russie: Parti Communiste de Russie.	5
2. Allemagne : a) Parti Communiste d'Allemagne	5
b) Place d'Information de Brême. (Rapport).	
3. Autriche allemande : Parti Communiste Autrichien-Allemand	3
4. Hongrie : Parti Communiste de Hongrie	3
5. Suède : Parti Social-Démocrate de gauche	3
6. Norvège : Parti Socialiste-Ouvrier	3
7. Danemark : Parti Social-Démocrate de gauche	1

8. Finlande : Parti Communiste	3	23. Lettonie : Parti Communiste	1
9. Suisse : a) Parti Socialiste (Opposition, Groupe Platten)	1	24. Lituanie : Parti Communiste	1
b) Parti Communiste de Suisse	2	25. Ukraine : Parti Communiste	3
10. Italie : Parti Socialiste	5	26. Belgique : Parti Communiste	1
11. Tchéco-Slovaquie : Opposition	3	27. Luxembourg : Parti Socialiste (Opposition)	1
12. Yougoslavie : Parti Socialiste Ouvrier	3	28. Etats-Unis : Parti Communiste, Parti Communiste Ouvrier	5
13. Bulgarie : Parti Communiste	3	I. W. W. (Rapport).	
14. Roumanie : Parti Communiste	2	29. Canada : Parti Socialiste Révolutionnaire	1
15. Espagne : Parti Socialiste (Opposition)	2	I. W. W. (Rapport).	
16. Grèce : Parti Socialiste Ouvrier	2	30. Mexique : Parti Communiste	1
17. Hollande : Parti Communiste	3	31. Brésil : Parti Communiste	1
18. France : a) Parti Socialiste (Opposition, Groupe Ibriot)	5	32. Argentine : Parti Communiste	1
b) Groupe Vie Ouvrière (Rapport).		33. Afrique du Sud : Ligue Socialiste Internationale	1
19. Angleterre : British Socialist Party, Socialist Labour Party, Workers Socialist Federation, South Wales, Socialist Society, Independent Labour Party (Opposition)	5	Labour Party (Opposition) (Rapport).	
20. Irlande : Parti Socialiste-Révolutionnaire d'Irlande	2	34. Australie : Parti Socialiste (gauche).	1
21. Galicie : Parti Socialiste Galicien	1	35. Japon.	
21. Galicie : Parti Socialiste Galicien	3	36. Chine.	
22. Esthonie : Parti Communiste	1	37. Corée : Association du Parti Socialiste Ouvrier	1
		38. Perse.	
		39. Inde.	
		40. Arménie : Parti Communiste Arménien	1

Manifeste du Parti révolutionnaire des Indes

UN APPEL AU PROLÉTARIAT BRITANNIQUE

Le moment est arrivé pour les révolutionnaires des Indes de faire devant le monde un exposé clair de leurs principes et de leurs buts. L'objet d'un tel exposé est d'intéresser le prolétariat européen et américain à la lutte des masses hindoues, qui prend rapidement le caractère d'un combat pour l'émancipation économique et sociale et pour l'abolition du gouvernement de classe.

Ce manifeste s'adresse particulièrement au prolétariat britannique à cause de son rapport direct avec les mouvements révolutionnaires croissant dans les différents pays assujettis à l'impérialisme britannique.

Le mouvement nationaliste des Indes qui lutte pour l'indépendance politique et pour l'établissement d'un gouvernement démocratique est loin de satisfaire l'immense majorité de la population des Indes, pour la raison qu'il ne peut dire en termes précis comment les masses pourraient profiter d'une telle « existence nationale indépendante ». Un mouvement purement politique ne pourra jamais extirper les maux économiques et sociaux profondément enracinés, qui sont à l'origine du mécontentement populaire et qui ont conduit le peuple à l'action révolutionnaire des masses. L'émancipation de la classe ouvrière des Indes réside dans la Révolution sociale et dans la fondation d'un Etat communiste. Pour atteindre ce but, l'esprit de ré-

belleon croissant dans les masses de l'Inde doit être organisé sur les bases de la lutte de classe, en union étroite et en coopération avec le mouvement prolétarien mondial. C'est parce que les Indes sont politiquement et militairement dominées par un puissant impérialisme étranger, qui prive le peuple des droits élémentaires indispensables à l'organisation d'une lutte économique et sociale, qu'un mouvement révolutionnaire doit soigneusement établir dans son programme les conditions de la libération politique du pays.

Mais ceci ne signifie pas que le but final de la Révolution doit être l'établissement d'une démocratie politique bourgeoise sous laquelle la classe privilégiée indigène remplacerait les capitalistes et les bureaucrates britanniques pour exploiter les travailleurs hindous.

Jusqu'ici le prolétariat britannique a été dans l'ignorance de la nature réelle de la lutte révolutionnaire aux Indes.

Le monde croit que le mouvement révolutionnaire en ce pays n'est rien qu'une agitation pour l'autonomie politique ou l'indépendance complète. La presse capitaliste et le gouvernement de la Grande-Bretagne se sont toujours efforcés d'interpréter l'agitation de l'Inde comme l'expression de l'ambition politique d'une poignée de mécontents de la classe moyenne avec lesquels les masses n'ont rien à voir. Seuls, les conservateurs et les po-

liticiens modérés qui croient en une libération anglaise et qui emploient une terminologie de républicains du 18^e siècle sont autorisés à quitter les Indes publiquement et sans être molestés. Ils font une propagande purement politique, attaquant la bourgeoisie de l'Angleterre et d'autres pays, critiquant la politique de l'exploitation impériale poursuivie par le gouvernement anglo-indien et plaident les droits sacrés du peuple hindou à l'indépendance politique et à une représentation au gouvernement. Par « peuple hindou », ils entendent naturellement « la bourgeoisie hindoue ». Cette forme d'agitation n'a très naturellement pas réussi à entraîner la sympathie et la coopération de la classe ouvrière d'aucune région.

En effet, la classe ouvrière doit toujours rester indifférente aux aspirations purement nationalistes, ayant pour fin l'établissement de nouveaux démocrates bourgeois, avec la même division des classes en exploités et exploités.

Mais l'idée d'une lutte de classe consciente, contre l'exploitation capitaliste, a gagné du terrain aux Indes, puissamment stimulée par le développement de la guerre. L'accélération de la vie industrielle, l'élévation incessante du coût de la vie, l'envoi de troupes hindoues en service d'outre-mer, et les échos lointains de la révolution russe, tout cela servit à exciter les germes de mécontentement qui ont toujours subsisté au cœur des masses indiennes.

Le mouvement révolutionnaire nationaliste, qui se recrute principalement dans les rangs de la jeunesse instruite des classes moyennes, tenta de diriger ce mécontentement populaire vers une insurrection armée contre le gouvernement étranger. Depuis le début de ce siècle, le terrorisme et les soulèvements locaux deviennent de plus en plus fréquents et sérieux. Des conspirations secrètes tendant à renverser le gouvernement furent découvertes et punies avec une sévérité croissante : elles étaient traitées de trahison par les gouvernants et d'anarchie par les meneurs politiques défenseurs de l'autonomie au sein de l'Empire. Au cours de la guerre européenne, différentes tentatives de révolte armée ont été réprimées et dénoncées comme intrigues germaniques. Finalement, tout le pays fut, en réalité, soumis au régime de la loi martiale.

Mais toute cette activité révolutionnaire ne pouvait inspirer aux masses un enthousiasme durable. La solidarité nationale prêchée par les meneurs dans cette phase du mouvement était purement sentimentale. Ces leaders, tout sincèrement idéalistes qu'ils étaient, ne formulaient pas un programme portant remède aux souffrances sociales et économiques qui pèsent sur les travailleurs.

Mais les forces économiques dynamiques qui portent le prolétariat à la révolte dans tous les pays se sont développées dans les Indes. Elles ont eu pour résultat de rendre

de plus en plus manifeste l'esprit de rébellion d'un peuple nourri jusqu'ici des doctrines purement nationalistes qu'on lui prêchait depuis un demi-siècle. Aujourd'hui, il y a deux tendances distinctes dans le mouvement hindou, clairement définies quant aux principes et visant à des buts différents.

L'un est le mouvement nationaliste qui veut des Indes politiquement autonomes et indépendantes et dont les chefs incitent la masse à renverser l'exploiteur étranger, en présentant un programme de vague démocratie et même sans programme aucun. L'autre est le vrai mouvement révolutionnaire, poursuivant l'émancipation économique des travailleurs et qui a derrière lui la puissance croissante d'un prolétariat industriel et agricole conscient.

Ce mouvement a dépassé la compréhension ou le contrôle des leaders politiques bourgeois, et le seul programme qui puisse satisfaire ses aspirations est celui de la Révolution sociale. Le présent manifeste s'adresse à ceux qui appartiennent à ce mouvement. Nous voulons faire savoir au prolétariat mondial que le nationalisme appartient par nature à la bourgeoisie, alors que le prolétariat s'éveille à l'appel de la Révolution mondiale.

La croissance de la conscience de classe dans le prolétariat hindou resta inconnue du reste du monde jusqu'au début de l'an dernier, lorsqu'éclata une grève générale des plus puissantes et des mieux organisées que l'histoire ait connue, et qui, dirigée par les révolutionnaires hindous, se maintint pendant plus de trois semaines et épuisa tout le pays.

Quoique les meneurs nationalistes retirassent des avantages de cette action directe en l'utilisant comme une arme contre l'oppression politique, et en la présentant comme une grève de protestation contre le Rule Bill, il reste en fait que cette première grève générale dans l'histoire des Indes fut une révolte spontanée du prolétariat contre l'insupportable exploitation économique. Le seul fait que les premiers grévistes furent les travailleurs du coton, des usines indigènes, prouve suffisamment que la grève n'était en rien une démonstration nationaliste fomentée par des politiciens bourgeois. C'était une révolte des exploités contre les exploités, les uns et les autres indigènes et étrangers. On n'ignore pas en Angleterre comment fut écrasée par l'impérialisme britannique cette révolte des ouvriers hindous affamés. Toutes les armes meurtrières de la guerre moderne ont été dirigées contre les grévistes désarmés. De front ou en les prenant par derrière, les soldats ouvrirent le feu sur la foule des meetings. De paisibles manifestations d'ouvriers furent fauchées par les mitrailleuses, les tanks, les autos blindées et les avions de bombardement.

Comment le prolétariat britannique répondit-il à cette révolte de ses camarades hindous contre l'oppression capitaliste ? Et quelle

fut son attitude envers la manière dont la réaction fut menée ?

Malgré toutes les preuves du contraire, le prolétariat britannique crut apparemment que la grève générale hindoue était simplement une démonstration nationaliste. Trompé par ses chefs nationalistes, il s'abstint de toute action précise en accord avec la solidarité de classe. Une grève générale simultanée en Grande-Bretagne aurait donné un coup mortel à l'impérialisme capitaliste de la métropole et de la colonie ; mais, malheureusement, le prolétariat n'a pas profité de l'occasion.

Le seul geste accompli fut très faible et d'un caractère petit-bourgeois. C'était une protestation publiée au nom de la classe ouvrière anglaise et signée par Robert Smillie, Robert Williams, George Lansbury et J.-H. Thomas, où l'on ne pouvait pas reconnaître la voix d'un prolétariat révolutionnaire soulevé pour défendre ses intérêts de classe. Les leaders du mouvement ouvrier anglais condamnèrent la façon dont fut vaincue la révolte des Indes. Ils invoquent que par de telles mesures le gouvernement des Indes exposait à de graves dangers « la vie et les biens de femmes et d'enfants anglais aux Indes ». Comme de vrais disciples du libéralisme anglais croyant à la Société des Nations, ils plaidèrent le droit du peuple hindou à la libre détermination en réclamant pour lui un gouvernement autonome. Ils écrivaient que l'impérialisme anglais était devenu fou, voulant dire par là qu'il devrait agir plus raisonnablement pour accomplir sa mission de démocratiser les peuples arriérés qui sont placés sous sa dépendance et sa responsabilité.

Le mouvement nationaliste bourgeois aux Indes, qui n'est en aucune façon une lutte de classe, ne peut avoir d'importance pour la lutte prolétarienne mondiale ni pour la classe ouvrière anglaise qui éprouve journellement la vanité de l'indépendance politique simple et du gouvernement représentatif, illusoire dans l'organisation capitaliste de la société.

Mais l'importance d'un mouvement prolétarien aux Indes, aussi bien que dans tout autre pays soumis à l'impérialisme britannique, doit intéresser vivement les travailleurs anglais.

Ils devraient non seulement cesser de rester indifférents à de tels mouvements, mais ils devraient en fomenter là où il n'en existe pas. La redoutable puissance que l'impérialisme capitaliste retire des possessions coloniales riches de ressources naturelles et de main-d'œuvre à bon marché ne peut être ignorée plus longtemps. Aussi longtemps que les millions de producteurs des Indes et des autres pays colonisés resteront sans secours, victimes de l'exploitation capitaliste, la destruction du régime capitaliste en Angleterre restera lointaine, sinon impossible. Aussi longtemps que le capitalisme britannique sera cer-

tain de conserver la maîtrise absolue sur des millions et des millions de bêtes de somme de ses colonies, il sera capable de satisfaire aux exigences conservatrices des trade-unions anglaises et par là de retarder la révolution prolétarienne qui, finalement, l'abattra. Pour chaque penny concédé aux travailleurs de la métropole, une livre sterling sera volée à leurs camarades des colonies

Manabendra Nak Roy, Albani Mukerji,
Santa Levi.

NOTRE SOUSCRIPTION

13^e LISTE

Un ingénieur bolcheviste, Oran, 10 fr. — Lucien Girault, 10 fr. — L. A., 5 fr. — Un communiste, 2 fr. — Citoyenne Dardet, 20 fr. — Un jeune révolutionnaire, 1 fr. 50. — En achetant des brochures, 3 fr. — Deux instituteurs, 10 fr. — A. Brosat, 5 fr. — Pour protester contre l'attitude de l'organe officiel du Parti, 5 fr. — R. J., 2 fr. — H. J., 2 fr. — Girodot, Le Havre, 15 fr. — Un admirateur de Lénine, 1 fr. — Pour la mise en liberté de nos amis, 5 fr. — Alice Favier, 2 fr. 50. — Un jeune communiste, 2 fr. — Huppert et Zeno (2^e versement), 20 fr. — En renouvelant un abonnement 10 fr. — Liste de souscription numéro 14 versée par Dulot, 51 fr. 35. — Jean, 4 fr. — Un Polonais, 1 fr. 50. — Pour la propagande, 2 fr. — Jules Godefroy, 6 fr. — Liste de souscription numéro 41, 17 fr. 20.

Total des listes précédentes 2.484 75

Total de la 13^e liste 214 55

Total général 2.699 30

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS



Travail exécuté

par des ouvriers payés

au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)